

L'Égypte du général Sissi, entre réaction et aspirations révolutionnaires

Par **Chloé Berger**

Chloé Berger, docteur en science politique de l'université Paris-2 Panthéon-Assas, est rattachée à la faculté du Moyen-Orient au Collège de Défense de l'OTAN à Rome.

L'élection présidentielle égyptienne du printemps 2018 aboutira selon toute vraisemblance au maintien au pouvoir d'Abdel Fattah Al-Sissi, l'opposition étant contrôlée de près. Pourtant, le bilan du chef de l'État est loin d'être bon. La situation sécuritaire de l'Égypte s'est dégradée, la pauvreté progresse et les libertés individuelles reculent. Les espoirs suscités par la révolution du 25 janvier 2011 ont cédé la place à de l'amertume, de la frustration et de la colère.

politique étrangère

Sept ans après la révolution du 25 janvier 2011, la situation égyptienne apparaît très contrastée. L'enthousiasme suscité par l'arrivée au pouvoir du général Sissi en juillet 2013 a fait place à une sorte de désenchantement généralisé. La «Sissimania» a fait long feu. En dépit de ses promesses, le président égyptien n'a pas réussi à améliorer les conditions de vie de la population. Au contraire, la situation économique et sociale n'a jamais été aussi mauvaise. Au niveau sécuritaire, la menace des groupes djihadistes, au départ confinée au nord du Sinaï, s'est progressivement étendue au reste du pays. Au cours de ces deux dernières années, Le Caire et Alexandrie ont été les théâtres réguliers d'attentats particulièrement meurtriers. La situation sécuritaire s'est également dégradée dans la zone frontalière avec la Libye.

Dans un tel contexte, la réaction autoritaire qu'incarne le régime de Sissi est d'autant moins tolérée que les Égyptiens sont éreintés par les réformes économiques. Les critiques sont légion, même dans les cercles habituellement favorables au pouvoir comme l'ont montré les candidatures de

l'ancien chef d'État-major Sami Anan¹ et du général Shafiq à l'élection présidentielle de 2018. Même si ce scrutin devrait voir, sans grande surprise, la réélection d'Abdel Fattah Al-Sissi – le régime ayant découragé les rivaux potentiels –, il n'en constitue pas moins un test. Incapables de faire entendre leurs voix, certaines forces politiques égyptiennes ont déjà annoncé leur intention de boycotter l'échéance électorale. Sans geste de bonne volonté de la part du pouvoir, ni amélioration réelle des conditions de vie, la contestation pourrait rapidement prendre de l'ampleur.

Des déséquilibres structurels persistants

La situation économique n'a cessé de se dégrader depuis 2015. Loin de corriger les inégalités, la politique de grands travaux du général Sissi n'a fait qu'accentuer les dysfonctionnements hérités de la période précédente. En cinq ans, les dépenses publiques ont été multipliées par deux, et la dette publique dépasse désormais les 95 % du PIB². Or ces dépenses ont surtout servi à financer les frais de fonctionnement d'un secteur étatique peu efficace et grevé d'une masse salariale pléthorique. Seule une part résiduelle a été consacrée à des investissements publics (10 % en 2015). La politique de grands projets, à l'image du complexe portuaire de Suez ou de la nouvelle capitale, a certes contribué à l'amélioration de la situation macro-économique de l'Égypte³, en attirant les financements étrangers ; mais ceux-ci se sont surtout concentrés sur les infrastructures et un secteur des hydrocarbures dynamisé par la découverte d'importantes ressources gazières en Méditerranée et dans le delta du Nil⁴.

Par ailleurs, ces grands projets ont surtout profité à l'armée et à la nouvelle classe d'affaires du régime. Systématiquement désavantagés dans l'attribution des marchés publics, les hommes d'affaires égyptiens ont souvent fait le choix de retirer leurs capitaux du marché et de les placer

1. Le général Anan a été arrêté, l'ancien Premier ministre Ahmed Chafik a renoncé à se présenter à la suite de pressions concernant des affaires de corruption ; le Défenseur des droits de l'homme Khaled Ali, qui s'était déjà présenté en 2012, a été condamné à trois mois de prison ; enfin, Mohamed Anouar Al-Sadate a renoncé à se présenter, craignant pour la sécurité de son équipe de campagne. Voir J. Kestler d'Amours, «How Egypt Presidential Election Is Rendered Irrelevant», *Al-Jazeera*, 24 janvier 2018, disponible sur : <www.aljazeera.com>.

2. Pour une analyse détaillée de la situation économique, voir la synthèse « Égypte », Coface, janvier 2018, disponible sur : <www.coface.com>.

3. Le percement de la deuxième voie d'eau du canal de Suez a coûté plus de 8 milliards de dollars et devait accroître de 259 % les revenus du canal en 2023. Pour l'heure, les revenus s'établissent aux alentours de 3,1 milliards (5 milliards avant 2011). A. Ater, «Égypte : les activités du canal de Suez accusent une légère baisse de recettes», *La Tribune Afrique*, 5 août 2017, disponible sur : <<https://afrique.latribune.fr>>.

4. La concession du gisement de Shorouk (30-35 milliards de m³/an) est détenue à 60 % par ENI, 30 % par Rosneft et 10 % par BP. En 2017, BP a par ailleurs commencé à exploiter 9 des 12 forages gaziers du méga projet West Delta Nile.

en lieu sûr à l'étranger ou dans des valeurs refuge comme l'immobilier. Ces mouvements de capitaux, combinés au tarissement des principales sources de devises du pays (tourisme, transferts provenant des immigrés du Golfe, etc.), ont fait s'effondrer le cours réel de la livre égyptienne, et obligé la banque centrale à procéder à une dévaluation de 32,5 % du prix de la livre par rapport au dollar⁵. Laissée flottante, la livre a continué à se déprécier jusqu'à 50 % de son prix initial, renchérissant d'autant les importations.

Entraînant le pays dans une véritable spirale inflationniste (+ 30 % entre 2016 et 2017), les mesures prises par le gouvernement pour tenter de limiter les importations et contrôler les changes ont lourdement handicapé l'activité économique. À l'automne 2016, le gouvernement a décrété l'arrêt des importations d'une série de biens, créant une situation de pénurie qui n'a fait qu'encourager l'inflation. Après avoir tenté de juguler maladroitement le marché noir, en procédant à des saisies autoritaires de certaines denrées (de sucre en particulier), le gouvernement a tenté de favoriser les productions nationales – et les entreprises de l'armée – en relevant fortement les droits de douane⁶.

Le cours réel de la livre égyptienne s'est effondré

De nombreuses entreprises ont été obligées de licencier, ou n'ont tout simplement pas survécu à la crise, incapables d'honorer les redevances de leurs franchises, ou d'importer les ressources nécessaires à leur activité. Le chômage, que les statistiques officielles évaluent à 12 %, a continué de progresser. La hausse des prix a touché de plein fouet les ménages les plus pauvres, faisant craindre de nouvelles émeutes de la faim à l'automne 2016. La paupérisation menace les classes moyennes. La mauvaise situation socio-économique héritée de ses prédécesseurs n'a ainsi pas laissé beaucoup de marge de manœuvre au gouvernement Sissi.

Avec l'épuisement des subsides du Golfe, le gouvernement a été contraint de s'en remettre au Fonds monétaire international (FMI) et d'accepter les ajustements structurels exigés en contrepartie d'un prêt de 12 milliards de dollars⁷. Ces réformes structurelles, qui préconisent une

5. Sur la crise des devises, voir P. Rivlin, « The Egyptian Economy: the Plot Thickens », *Iqtisadi*, vol. 7, n° 2, 23 février 2017, disponible sur : <<https://dayan.org>>.

6. Sur les augmentations des tarifs douaniers, voir la synthèse « Egypt - Import Tariffs », Export.gov, 27 juillet 2017, disponible sur : <www.export.gov>.

7. L'Égypte a également reçu un prêt de 3 milliards de dollars de la Banque mondiale, dont la deuxième tranche a été versée en mars 2017. Sur les mesures exigées par le FMI et leurs conséquences, voir I. El-Kholy, « Egypt's Economy Trapped in Vicious Cycle of IMF Debts », *Al-Monitor*, 26 mai 2017, disponible sur : <www.al-monitor.com>.

réduction des subventions et une augmentation des taxes (introduction de la TVA notamment), recèlent pourtant des risques socio-économiques majeurs. La population continue d'augmenter rapidement (2 % par an) : 50 % des Égyptiens ont moins de 25 ans, et plus d'un quart de cette population vit sous le seuil de pauvreté. C'est dire l'ampleur des défis que devra affronter le président durant son prochain mandat.

Retour à l'ordre : que reste-t-il de «l'esprit du 25 Janvier» ?

Après presque cinq ans à la tête de l'Égypte, le bilan du président Sissi apparaît contrasté. La parenthèse révolutionnaire s'est définitivement refermée et le pays a été repris en main de manière autoritaire. À l'automne 2016, l'appareil sécuritaire a d'ailleurs fait la preuve de sa capacité à dissuader tout nouveau mouvement populaire. Après s'être érigée en garant de la révolution, l'armée s'est fait le héraut d'une contre-révolution qu'incarne, de manière décomplexée, le général Sissi.

Le rétablissement des institutions, inscrit dans le nouveau contrat social que constitue la feuille de route du 8 juillet 2013, a donc permis de redonner la primauté à un exécutif fort, garant des intérêts de l'armée. La nouvelle Constitution a donné de très larges pouvoirs à l'exécutif et les élections, présidentielles et législatives, qui ont suivi se sont transformées en véritable plébiscite populaire pour le général. Appuyé par une chambre en très grande majorité acquise à sa cause et se contentant d'entériner les décrets de la présidence, le nouveau régime a très rapidement entrepris de discipliner la société égyptienne. Les syndicats indépendants sont privés de leur droit de représentation. La loi portant la réforme de l'autorité judiciaire donne désormais au président le droit de nommer les principaux magistrats. La reprise en main du pays n'a pas permis de recomposition ou de diversification de l'espace partisan, et la coalition loyaliste Tahya Misr se contente de combler le vide laissé par l'effondrement du Parti national démocratique (PND).

Méthodiquement, le nouveau régime a entrepris de supprimer toutes les formes de contre-pouvoir existant. La confrérie des Frères musulmans, jusque-là tolérée, est déclarée « mouvement terroriste » en septembre 2013. Ses leaders sont arrêtés et condamnés. La répression s'étend rapidement aux milieux universitaires et aux cercles intellectuels qui entendent continuer à faire vivre « l'esprit du 25 Janvier ». Dans le secteur public, une véritable chasse aux sorcières est organisée contre les éléments soupçonnés de sympathies « fréristes ». La reprise en main de la société donne lieu à une campagne d'intimidation et de répression tous azimuts, qui touche aussi bien les organisations non gouvernementales (ONG) que les défenseurs

des droits de l'homme et les journalistes, et plus généralement toute voix s'écartant tant soit peu du discours officiel. Procès inéquitables, torture, disparitions forcées, exécutions sommaires sont des pratiques courantes de l'appareil sécuritaire⁸. Mises en œuvre au nom de la sécurité de l'État, elles signalent une véritable régression par rapport à l'époque Moubarak. L'affaire Regini⁹ a illustré de manière tragique cette nouvelle réalité, et levé un voile sur les tensions qui opposent les différentes composantes de l'appareil sécuritaire depuis l'arrivée au pouvoir du général Sissi.

La loyauté des trois principales agences du système vis-à-vis de la personne du président n'empêche en effet pas une concurrence féroce entre elles. Les renseignements militaires, dirigés par Sissi entre 2010 et 2012, tendent à remettre en cause la toute-puissance de la Sécurité d'État, alors même que la Sécurité générale connaît une forme de déclin depuis la chute de Moubarak. L'opposition entre les tenants d'une ligne dure, sécuritaire, et les héritiers d'Omar Soleiman partisans d'une ligne plus politique, est apparue au grand jour. La ligne dure, en dépit de ses difficultés à enrayer la menace¹⁰, semble avoir les faveurs du président, comme l'indiquent les récents changements de personnels à la tête de l'armée et du ministère de l'Intérieur¹¹. La tendance à la centralisation rétrécit en outre dangereusement la base du pouvoir au sein même des forces armées.

Les médias ont également été sommés de rentrer dans le rang. Le *talk-show* emblématique de la période Morsi (*Al Barnamij*, « le programme ») a été supprimé, et son présentateur vedette Bassem Youssef contraint de s'exiler aux États-Unis. Les bureaux de la chaîne Al-Jazeera, accusée d'encourager les dissensions, ont été fermés. Les voix du régime ont été mises à contribution pour dénoncer les « traîtres » et vanter les mérites de l'armée et de son leader. La parenthèse de liberté relative qu'avait ouverte la révolution s'est refermée, et le débat public s'est progressivement asséché à mesure

8. Voir la rubrique « Égypte » in Amnesty International, Rapport 2016/2017, 2017, p. 172-178, disponible sur : <www.amnesty.org>.

9. Cet étudiant italien, qui préparait un doctorat sur les mouvements ouvriers en Égypte, a été retrouvé mort le 4 février 2016, après avoir été torturé. L'enlèvement et la mort du jeune homme ont été imputés aux services de sécurité égyptiens, qui continuent cependant de nier leur responsabilité.

10. Entre 2013 et 2016, plus de 500 civils et membres des forces de sécurité ont trouvé la mort dans des violences perpétrées par les factions armées liées à Wilayat Sinai. Fin novembre 2017, un attentat particulièrement meurtrier contre une mosquée dans le nord du Sinai a tué 311 personnes. En décembre 2017, au cours de la visite des ministres de la Défense et de l'Intérieur, le groupe Wilayat Sinai a réussi à détruire un hélicoptère. Voir A. Harel, « A Daring Assassination Attempt Shows ISIS in Sinai Has the Ultimate Weapon: Intel », *Haaretz*, 29 décembre 2017, disponible sur : <www.haaretz.com>.

11. Suite à une attaque particulièrement meurtrière contre les forces de sécurité dans la grande banlieue ouest du Caire, mi-octobre 2017, le président Sissi a nommé un nouveau chef d'État-major, le général Mohamad Farid Hegazy. Le chef de l'Agence de sécurité nationale et celui de la branche de Giza ont également été remplacés.

que le régime verrouillait l'espace public. Même la chaîne Al-Phara'in, qui avait été à la pointe du combat contre les Frères musulmans a été fermée. La propagande du régime sature l'espace public. L'armée est partout : dans les médias et les réseaux sociaux, mais aussi dans les rues, les écoles et sur les campus universitaires¹².

En matière sociale, le régime a choisi de faire la promotion d'un islam modéré, « rénové », à l'opposé de celui que portent aussi bien les Frères musulmans que les mouvances salafistes-djihadistes. Affichant au départ ses sympathies à l'égard de discours résolument modernistes, à l'image de celui que prône le prêcheur Islam Al-Bahiri¹³, le régime a rapidement pu mesurer la désapprobation que suscitait cette remise en cause de la place des religieux au sein de la société. De peur de s'aliéner une grande partie

Le régime a verrouillé l'espace public

de cette société, restée en majorité très pieuse et méfiante vis-à-vis de toute forme de sécularisme, le pouvoir a progressivement réorganisé ses liens avec les grandes institutions religieuses « officielles » : la mosquée et l'université *Al-Azhar*, le ministère des *Awqaf* (ministère des Legs sacrés et des Affaires religieuses islamiques), *Dar al Ifta'* (rattachée au ministère de la Justice égyptien) et le *Majama' al-Buhuth al-Islamiyya*, l'Académie de recherches islamiques. En leur accordant le contrôle exclusif de l'édition des *fatwas*, en particulier sur tous les sujets touchant aux affaires de l'État et à l'intérêt public, le pouvoir s'est assuré un levier d'influence considérable sur les couches populaires et la jeunesse (camps de jeunesse, universités).

Ce retour à l'ordre trouve également sa traduction dans le domaine législatif. Les nouvelles normes édictées tendent à dessiner un « politiquement correct » aux accents ultra-conservateurs, et qui affirme la primauté des valeurs islamiques. À la Chambre¹⁴, on voit ainsi des députés réclamer une criminalisation des insultes contre la personne du président ou les institutions, la mise en œuvre de mesures extrêmement rétrogrades en matière de mœurs, ou encore un contrôle sévère des médias sociaux. Certains électrons

12. L'armée dispose désormais de son propre bouquet de chaînes (DMC TV group), et les officiers participent à la campagne de promotion de l'armée sur les réseaux sociaux. Dans le domaine scolaire, 15 lycées polytechniques ont été transformés en académies militaires ; sur les campus, la Sécurité est de plus en plus présente et tente de contrôler les voix dissidentes. Voir notamment A. Hamzawy, « Egypt Campus: The Students versus the Regime », *Al-Jazeera*, 7 mars 2017, disponible sur : <www.aljazeera.com>.

13. Islam Al-Bahiri prônait une individualisation des pratiques religieuses remettant en cause de fait la suprématie des grandes institutions comme Al-Azhar ; son programme supprimé, il fut finalement déclaré apostat par le président de l'université Al-Azhar en mai 2017 ; voir A. Sayed Ahmed, « Will Egypt Jail Rogue Clerics? », *Al-Monitor*, 19 mai 2017, disponible sur : <www.al-monitor.com>.

14. Sur les projets de lois « liberticides » et les députés sanctionnés par la Commission disciplinaire, voir S. Amin, « Slew of Strange Bills Brings more Controversy for Egypt's Parliament », *Al-Monitor*, 24 mai 2017, disponible sur : <www.al-monitor.com>.

libres du Parlement ont été tout simplement démis de leurs fonctions par la commission disciplinaire. Ce retour à une tradition largement imaginaire se fait également au détriment des « minoritaires » (coptes, chiites, laïcs), révélant en filigrane l'ampleur des tensions qui travaillent la société. Depuis les attentats de Tanta et d'Alexandrie, la crispation et la peur sont palpables du côté copte. La visite du pape à Alexandrie en avril 2017, suivie de la visite à Rome du ministre du Tourisme égyptien pour tenter d'y promouvoir la dimension chrétienne du patrimoine égyptien¹⁵, indique que le régime a conscience de la nécessité de soigner son image à l'international.

La reprise en main de la société n'est donc pas seulement sécuritaire, elle est aussi idéologique. En tentant de restaurer une forme d'ordre qui s'inspire plus de la période nassérienne que de l'ère Moubarak, le régime a fait le choix d'ignorer les facteurs structurels qui ont conduit à la révolution du 25 janvier 2011. Or, c'est oublier les mutations silencieuses qui ont contribué à modifier en profondeur les comportements et les relations sociales dans le pays : alphabétisation croissante, baisse de la fécondité, exode rural, et pénétration d'idées et de modes de vie nouveaux dans les campagnes. Autant de facteurs qui ont permis le développement d'une forme de conscience collective, et une élévation des aspirations socio-économiques.

La révolution fut en grande partie le résultat d'une accumulation de frustrations face à un système inique, qui s'était progressivement coupé de la population à mesure qu'il tentait d'assurer sa survie. Passé le bref moment d'union nationale, des désaccords se sont vite fait jour sur le projet de société à construire. Dans ce contexte, l'armée, restée en coulisse, a observé avec intérêt les tensions créées par la chute de Moubarak, et attendu le moment opportun pour revenir sur le devant de la scène. Le régime Sissi apparaît de plus en plus comme la dernière étape d'une entreprise de confiscation du pouvoir par l'armée, ouverte au lendemain de la chute de Moubarak avec le Conseil suprême des forces armées.

À l'extérieur, un activisme tous azimuts

En 2014, inquiète de la reprise en main autoritaire du pays par le président Sissi, l'administration Obama a décidé de suspendre une partie de l'aide militaire américaine¹⁶, affectant drastiquement les opérations

15. Le ministre du Tourisme égyptien s'est rendu à Rome en mai 2017. Le projet concerne la mise en valeur de 25 sites touristiques chrétiens, principalement orthodoxes pour attirer la clientèle russe.

16. À la suite du renversement de Morsi, l'administration Obama décide de geler 15 % de l'aide fournie à l'Égypte (1,7 milliard de dollars dont 1,5 million d'aides militaires). Mais c'est le refus de livraison de F-16, tanks et hélicoptères Apache en novembre 2013 qui a provoqué la colère de l'Égypte. En 2015, le gel a été levé mais conditionné à une amélioration de la situation des droits de l'homme dans le pays.

de contre-insurrection dans le Sinaï. Cette suspension a été vécue par les plus hautes autorités égyptiennes comme une trahison. Le Caire s'est alors rapproché de Moscou, Paris et Pékin. L'Égypte a de nombreux atouts stratégiques à offrir, à l'image du canal de Suez, de ses vastes forces armées, ou plus simplement de sa position de pivot entre le Levant et l'Afrique du Nord.

La France, comme l'Allemagne et la Russie, participe à la modernisation des forces égyptiennes, qui ambitionnent de retrouver un rôle de premier plan au niveau régional¹⁷. La Russie y voit l'occasion d'étendre son influence aussi bien en Méditerranée qu'en Libye, tout en initiant une percée vers l'Afrique. Elle a vendu à l'Égypte des systèmes d'armes modernes et lui fournit un appui en matière de lutte antiterroriste¹⁸. En contrepartie de cette aide précieuse, elle peut utiliser les bases et l'espace aérien égyptien, et a obtenu plusieurs contrats majeurs en matière d'énergie et d'infrastructures.

La question se pose cependant de savoir si, au-delà des intérêts ponctuels réciproques, ces rapprochements peuvent conduire à des réajustements structurels de la politique extérieure égyptienne. En dépit de la rhétorique souvent dure du régime à l'égard de l'allié américain, l'Égypte reste pour l'heure fermement ancrée dans le camp des alliés arabes sunnites de Washington. Elle participe au Dialogue méditerranéen de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), et entretient de bonnes relations avec Israël. Par ailleurs, Le Caire pourrait difficilement se passer du soutien politique, et surtout financier, des alliés du Golfe. Lors de la crise du Golfe de 2017, Le Caire s'est clairement rangé aux côtés de l'Arabie Saoudite et des Émirats, qu'elle appuie par ailleurs militairement au Yémen. Cet alignement n'est toutefois pas inconditionnel, comme l'ont montré les dissensions avec l'Arabie Saoudite sur la question syrienne. Au nom de l'histoire commune qui lie l'Égypte et la Syrie, tourner le dos au régime syrien serait apparu comme un reniement. En outre, c'eût été accepter la dangereuse perspective d'un changement de régime par la force.

17. La coopération militaire franco-égyptienne a connu un nouvel essor en 2015, avec la conclusion de plusieurs contrats d'armements (vente des deux porte-hélicoptères *Mistral*, de 24 *Rafale*, d'une frégate FREMM, de missiles...), dont le montant s'élèverait à plus de 6 milliards d'euros. La France appuie également la formation des forces (entraînement et exercices conjoints). Voir la rubrique « La coopération militaire et de défense », ambassade de France en Égypte, 23 mars 2016, disponible sur : <<https://eg.ambafrance.org>>. De son côté, l'Allemagne a vendu quatre sous-marins à l'Égypte.

18. Depuis la visite du président Sissi à Moscou en 2014, la Russie a fourni à l'Égypte des *Mig-29*, des hélicoptères *Ka-52* ainsi que des défenses anti-missiles (*SA-17*, *SA-22* ; peut-être même des *S-400*). En matière d'infrastructures, la Russie a notamment obtenu la construction de la centrale nucléaire de Dabaa. Sur la coopération russo-égyptienne, S. Elhadidi, « Russian-Egyptian Military Cooperation on the Rise », *Al-Monitor*, 18 décembre 2017, disponible sur : <www.al-monitor.com>.

Ces multiples relations obligent parfois Le Caire à opérer des arbitrages complexes, voire risqués, par exemple sur la question des îles de Sanafir et Tiran, rétrocédées à l'Arabie Saoudite en 2017. Ce transfert doit beaucoup à la peur suscitée par l'expansionnisme iranien, et a été à ce titre fortement encouragé par Israël. L'État hébreu y a vu le moyen de sécuriser ses eaux territoriales le long du Sinaï et du golfe d'Aqaba, mais aussi la possibilité à terme d'établir des relations commerciales avec l'Égypte, l'Arabie Saoudite et la Jordanie. La révision des lignes de partage a également implicitement entériné la souveraineté de l'Égypte sur le triangle de Hala'ib¹⁹ – sujet d'une dispute territoriale avec le Soudan. S'en est suivie une escalade diplomatique, puis militaire, entre le Soudan et l'Égypte²⁰, qui a contribué à pousser dans l'impasse les négociations sur le partage des eaux du Nil. Fin décembre 2017, le Soudan a annoncé son intention de céder temporairement l'île de Souakin à la Turquie, faisant craindre à l'Égypte et à ses alliés du Golfe un renforcement de la présence militaire turque dans la région²¹. Compte tenu de la valeur symbolique du détroit de Tiran dans la mythologie nationale égyptienne, le projet de transfert a par ailleurs déclenché une vague de critiques sans précédent. Le régime et l'armée ont même été publiquement accusés de trahison. Dans ce contexte, le succès de la médiation entre les parties palestiniennes a permis au général Sissi de réaffirmer son attachement à la cause arabe.

L'escalade diplomatique puis militaire entre le Soudan et l'Égypte

La recherche de nouveaux partenaires signale donc *a minima* la volonté du Caire de mener une politique plus autonome, guidée par la poursuite exclusive des intérêts égyptiens en dehors de toute considération idéologique. Le développement des relations sino-égyptiennes depuis 2014 en est l'illustration. L'Égypte représente un marché de plus de 90 millions de consommateurs potentiels, et a cruellement besoin d'investissements²².

19. Sur les tensions entre l'Égypte et le Soudan, voir A. H. Adam, «What Is Going on Between Egypt and Sudan», *Al-Jazeera*, 12 janvier 2018, disponible sur : <www.aljazeera.com>.

20. Le Soudan a rappelé son ambassadeur le 4 janvier 2018 ; en représailles, l'Égypte a envoyé des centaines d'hommes sur une base émiratie en Érythrée, poussant le Soudan à fermer sa frontière avec l'Érythrée.

21. Alliée de fait au Qatar et à l'Iran, la Turquie dispose déjà d'une base militaire au Qatar et d'une autre en Somalie.

22. Fin décembre 2016, la Chine et l'Égypte ont signé un accord de coopération pour cinq ans, portant sur le développement de *joint-ventures* dans les domaines de l'électricité, du commerce, de l'aviation civile, des communications, de l'aérospatiale. Il prévoit également une assistance de 180 millions de dollars et deux prêts de 1,7 milliard de dollars. La visite du président Xi a permis le lancement de 15 projets, impliquant une centaine de compagnies chinoises pour un montant total de 15 milliards de dollars d'investissements. Voir O. Winter et A. Orion, «Egypt and China Following Xi's Visit», *INSS Insight*, n° 795, 11 février 2016, disponible sur : <www.inss.org.il>.

Pékin, de son côté, cherche à tirer parti de la position géographique de l'Égypte et de son influence politique dans le monde arabe et en Afrique.

La construction du barrage *Al-Nahda* («renaissance») par l'Éthiopie a fait de la question du partage des eaux du Nil une priorité stratégique pour l'Égypte. Le président Sissi a ainsi conduit une tournée africaine, en août 2017, pour tenter de rallier des soutiens. La question ne semble toutefois pas progresser sur le terrain diplomatique²³, les deux parties refusant la médiation d'une organisation tierce. La possibilité d'une escalade ne doit donc pas être négligée, comme l'ont montré au début de cette année les mouvements de troupes aux frontières égypto-soudanaises et soudano-érythréennes.

Cette diversification des alliances, si elle ne remet pas pour le moment fondamentalement en cause les orientations structurelles de la politique extérieure égyptienne, pose tout de même la question d'un réajustement à terme. Les intérêts contradictoires des parrains de la diplomatie égyptienne ne risqueraient-ils pas, à long terme, de l'empêcher de peser sur les grands dossiers régionaux ? Si le régime fait preuve d'une confiance certaine à l'intérieur, à l'extérieur il semble hésiter sur le rôle qu'il entend jouer.

Après quatre ans, les réformes entreprises par le président Sissi apparaissent bien maigres au regard des espoirs suscités par l'arrivée au pouvoir de l'homme providentiel qui se faisait fort de redonner à l'Égypte sa grandeur passée. La politique du régime est largement perçue comme un échec, même dans les cercles favorables au pouvoir.

Incapable d'apporter des solutions aux problèmes structurels de l'Égypte, le régime s'enferme progressivement dans une rhétorique vide, demeurant sourd aux revendications populaires. Pour le moment, les dirigeants égyptiens ne paraissent pas s'inquiéter outre mesure de l'ampleur des défis à venir, et semblent confiants dans leur capacité à prévenir tout nouveau mouvement de contestation. Le retour à l'ordre est cependant de moins en moins bien supporté par la population, qui s'est habituée dans les années qui ont suivi la révolution à une certaine liberté d'expression. L'ère Morsi apparaît d'ailleurs, avec le recul, comme une période de relative liberté. Les débats y furent vifs mais pluralistes, moins du fait d'une volonté du régime que de son incapacité à les interdire.

23. Sur la question du barrage, voir A. Aman, «It's One Renaissance Dam Thing after Another», *Al-Monitor*, 26 janvier 2018, disponible sur : <www.al-monitor.com>.

C'est d'ailleurs cette capacité à interdire, à freiner les initiatives individuelles, à force de corruption et de népotisme, qui fut à l'origine des frustrations qui ont conduit à la révolution du 25 janvier 2011. De l'esprit du 25 Janvier il ne reste rien ou pas grand-chose – peut-être le goût amer d'une révolution manquée, ou volée. L'Égypte du général Sissi marque sans conteste un retour en arrière, en même temps qu'une personnalisation du pouvoir, qui fragilisent le régime. Face aux multiples risques qui obèrent le futur du pays, l'armée pourrait à terme être poussée à réagir.



Mots clés

Égypte
Abdel Fattah Al-Sissi
Révolutions arabes de 2011
Frères musulmans